



coordination des syndicats
de Bretagne et Pays de Loire

Communiqué de presse 28 mars 2018

Boutiques Orange : les zones blanches se multiplient ...secrètement !

Toutes les régions sont touchées mais rien n'est annoncé nationalement. Après avoir lâché en 2016 les boutiques franchisées Orange, les Mobistore ou les revendeurs indirects en réduisant drastiquement leur commissionnement et leur marge, Orange s'attaque désormais à son propre réseau de boutiques en le fermant ou en le cédant à la GDT (Générale de Téléphonie), sa filiale low-cost pour les salarié-es.

Après l'hécatombe de 2017, 8 boutiques Orange fermées ou transférées à une filiale en Bretagne et Pays de Loire, l'Agence Distribution Ouest d'Orange poursuit sa politique de destruction méthodique du réseau de distribution sur le bassin Ouest.

A côté des ouvertures de smartstores, le nouveau concept de boutiques connectées d'Orange sur certains sites « prestigieux » : Nantes Pommeraye, Le Mans Minimes, Rennes Grand Quartier... Orange s'attaque à ses boutiques de villes moyennes en participant activement à la désertification des centres-villes pour soutenir des centres commerciaux insipides. Après la boutique de Cholet Nationale, fermée en novembre, c'est au tour de La Roche-sur-Yon Clémenceau, Laval Médiapôle et Brest Iroise de connaître le même sort : leur fermeture est prévue pour 2018 et les client.e.s sont renvoyé.e.s vers le centre commercial de référence de la zone urbaine. C'est aussi l'abandon pur et simple pour les villes de La Baule et Saint-Nazaire en 2017, la menace plane désormais pour la ville de Mayenne en 2018. Et sur tout le territoire de nombreuses boutiques se sentent en sursis. Aucun.e salarié.e ne travaille l'esprit serein.

128 en 2012, 62 fin 2017 !

Fin 2012, il y avait 128 boutiques Orange en Bretagne et Pays de Loire, 13 dans les Côtes d'Armor, 17 dans le Finistère ainsi qu'en Ille et Vilaine, 11 dans le Morbihan, 24 en Loire Atlantique, 14 dans le Maine et Loire, 8 en Mayenne, 9 dans la Sarthe, 15 en Vendée. Fin 2016, le bassin Bretagne-Pays de Loire était doté de 69 boutiques. Il n'en reste plus que 62 fin 2017, et en moins de trois mois, quatre nouvelles fermetures sont annoncées.

« Le vrai risque serait que tous les opérateurs deviennent low cost, ce qui veut dire moins d'investissements, moins de services, moins d'emplois. Chez Orange, nous croyons au modèle selon lequel nous assurons à nos clients une proximité géographique. C'est pourquoi nous disposons de 1200 points de vente et que nous n'avons pas l'intention de réduire ce réseau commercial. Ce modèle nous a permis de détenir plus de 40 % du marché de la téléphonie mobile et nous le considérons comme un atout dans l'actuel climat de compétition ». Ces paroles prononcées par Stéphane Richard devant l'assemblée nationale en 2012 prennent une saveur amère pour les client.e.s et les salarié.e.s de la Bretagne et des Pays de la Loire.

Pour SUD, il ne peut y avoir l'affirmation par l'entreprise d'une expérience incomparable pour les client-es quand des territoires entiers sont abandonnés ou que la vie des centres-villes est condamnée sur l'autel du profit. Ces désertions sont aujourd'hui analysées et décriées, et parfois accompagnées de tentatives de collectivités de s'y opposer. SUD condamne ces choix inacceptables qui accentuent encore la fracture entre les populations, qui plus est dans une entreprise qui réalise des profits substantiels.

La supposée digitalisation des modes de consommation, de commande, d'achat ne peut justifier de tels choix. SUD est par ailleurs convaincu que l'intérêt d'Orange n'est pas dans cet abandon ni dans la mise en œuvre d'un réseau de distribution à deux vitesses. A l'heure où certains GAFA jugent impératifs de sortir de la zone exclusivement virtuelle en acquérant des réseaux de magasins, Orange pourrait bien finir par payer au prix fort la destruction de ce réseau de proximité, générateur de confiance pour la clientèle. SUD demande le maintien de boutiques Orange de proximité au service de toute la population, sans exclusive.